

# L'impact économique de la langue française et de la Francophonie

Être francophone?  
Une valeur sûre!





# L'impact économique de la langue française et de la Francophonie

Être francophone?  
Une valeur sûre!



**Coordination de la rédaction:**

Observatoire de la langue française de l'Organisation internationale de la Francophonie,  
avec l'aide des stagiaires Émilie Bombardier et Sandrine Le Jean

**Coordination de la production:**

Conseil supérieur de la langue française

**Révision linguistique:**

Office québécois de la langue française

**Conception et infographie:**

PCT Composition inc.

Dépôt légal — 2012

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ISBN : 978-2-550-65398-1 (brochure)

ISBN : 978-2-550-65781-1 (PDF 2<sup>e</sup> édition, août 2012)

ISBN : 978-2-550-65399-8 (PDF 1<sup>re</sup> édition, juin 2012)



# L'impact économique de la langue française et de la Francophonie

## Être francophone? Une valeur sûre!

Grâce à la langue française, 75 États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) de tous les continents, dont le niveau de développement se situe aux deux extrêmes de l'échelle des richesses, peuvent entretenir un dialogue régulier. Confrontés à des contextes économiques, climatiques, écologiques, commerciaux et géostratégiques très divers, les pays membres et observateurs de l'OIF se concertent sur les grandes questions économiques mondiales, soit la régulation financière (Sommet de la Francophonie de Montreux, 2010), le développement durable (préparation du Sommet de RIO+20), la croissance verte, les financements innovants pour le développement et la sécurité alimentaire des pays francophones en développement (G20, aux côtés du Commonwealth).

Au-delà des idées générales sur la place du français dans le domaine des affaires ou de la finance et sur la nécessité de maîtriser l'anglais pour être concurrentiel sur le marché du travail, les données statistiques et études consultées sur le sujet révèlent trois choses :

1. Les États dont le français est une langue officielle, souvent aux côtés d'autres langues, et plus généralement les États et gouvernements membres de l'OIF, pèsent significativement dans l'économie mondiale, notamment dans les secteurs culturels.
2. Parler français est un atout professionnel. Plus que jamais, la maîtrise de plusieurs langues, dont une de communication internationale comme le français, constitue un atout décisif dans la compétition internationale et les économies mondialisées.
3. L'intensité des échanges de marchandises et de capitaux entre les pays qui partagent la langue française comme langue officielle permet de poser l'hypothèse d'une « préférence linguistique » comme l'une des composantes favorables aux relations économiques entre les territoires.





# 1. LE POIDS ÉCONOMIQUE DE LA FRANCOPHONIE EN GÉNÉRAL ET EN MATIÈRE DE CULTURE

La Francophonie compte de nombreux pays membres au sein de divers regroupements économiques régionaux en Amérique (Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), Communauté des Caraïbes (Caricom)), en Afrique (Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), etc.), en Europe (Union européenne) et en Asie (Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)), qui en font une force d'attraction pour les échanges favorisant l'emploi et la croissance économique.

**En 2010, les pays membres et observateurs de l'OIF<sup>1</sup> représentaient :**

- > **14 % du revenu national brut mondial**
- > **14 % de la population mondiale**
- > **20 % des échanges mondiaux de marchandises<sup>2</sup>**
- > **11 % des échanges mondiaux de produits et services culturels<sup>3</sup>**

Les recherches de François Grin sur le poids économique des langues ont traité la question du français pour les 29 pays où le français est la langue officielle ou co-officielle, auxquels s'ajoute une vingtaine de pays où le français a conservé une place importante dans la vie sociale, culturelle et éducative. Ces recherches nous permettent de déterminer que l'ensemble de ces pays « francophones » pèse économiquement 2,87 fois son poids démographique. Ce résultat correspond au coefficient obtenu en rapportant la somme des indicateurs économiques (RNB, PIB) des 49 pays à la somme de leurs indicateurs démographiques lorsque celles-ci sont comparées aux indicateurs économiques et démographiques mondiaux.

Il est à noter également que le français arrive au second rang du baromètre Calvet des langues du monde, qui évalue le poids des langues relativement à dix facteurs distincts auxquels est attribuée la même pondération. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer notamment le nombre de locuteurs, l'indice de développement humain, le taux de pénétration d'Internet et les traductions ayant le français tantôt comme langue source, tantôt comme langue cible<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Les calculs des tableaux et graphiques du présent document n'incluent pas Andorre et Monaco, non présents dans les statistiques du Fonds monétaire international (FMI). Ils ne distinguent pas le Canada-Québec, le Canada-Nouveau-Brunswick et la Fédération Wallonie-Bruxelles, dont les valeurs sont incluses dans celles du Canada et de la Belgique. Les calculs prennent en compte l'Algérie (voir note 5, page suivante).

<sup>2</sup> Source : Fonds monétaire international, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2011*.

<sup>3</sup> Source : CNUCED (UNCTAD), *Creative Economy Report 2010*. Statistiques datant de 2008.

<sup>4</sup> Source : Portalingua, « Baromètre Calvet des langues du monde », URL : <http://portalingua.org/fr/poids-deslangues/>

Dans les tableaux du présent document, les pays de l'OIF ont été divisés en trois catégories :

- ❶ **Les pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle** : Belgique, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada (y compris le Québec et le Nouveau-Brunswick), Centrafrique, Comores, Congo, Congo RDC, Côte d'Ivoire, Djibouti, France, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Haïti, Luxembourg, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Vanuatu.
- ❷ **Les pays membres de la Francophonie (y compris tous les pays de la catégorie 1)** : Algérie<sup>5</sup>, Albanie, Arménie, Bulgarie, Cambodge, Cap-Vert, Chypre, Dominique, Égypte, Ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Laos, Liban, Maroc, Maurice, Mauritanie, Moldavie, Roumanie, Sainte-Lucie, Sao-Tomé-et-Principe, Tunisie, Vietnam.
- ❸ **Les pays membres et observateurs de la Francophonie (y compris tous les pays de la catégorie 2)** : Autriche, Bosnie-Herzégovine, Croatie, République dominicaine, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Mozambique, Pologne, Serbie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Thaïlande, Ukraine.

### RNB total des pays de la Francophonie<sup>6</sup>

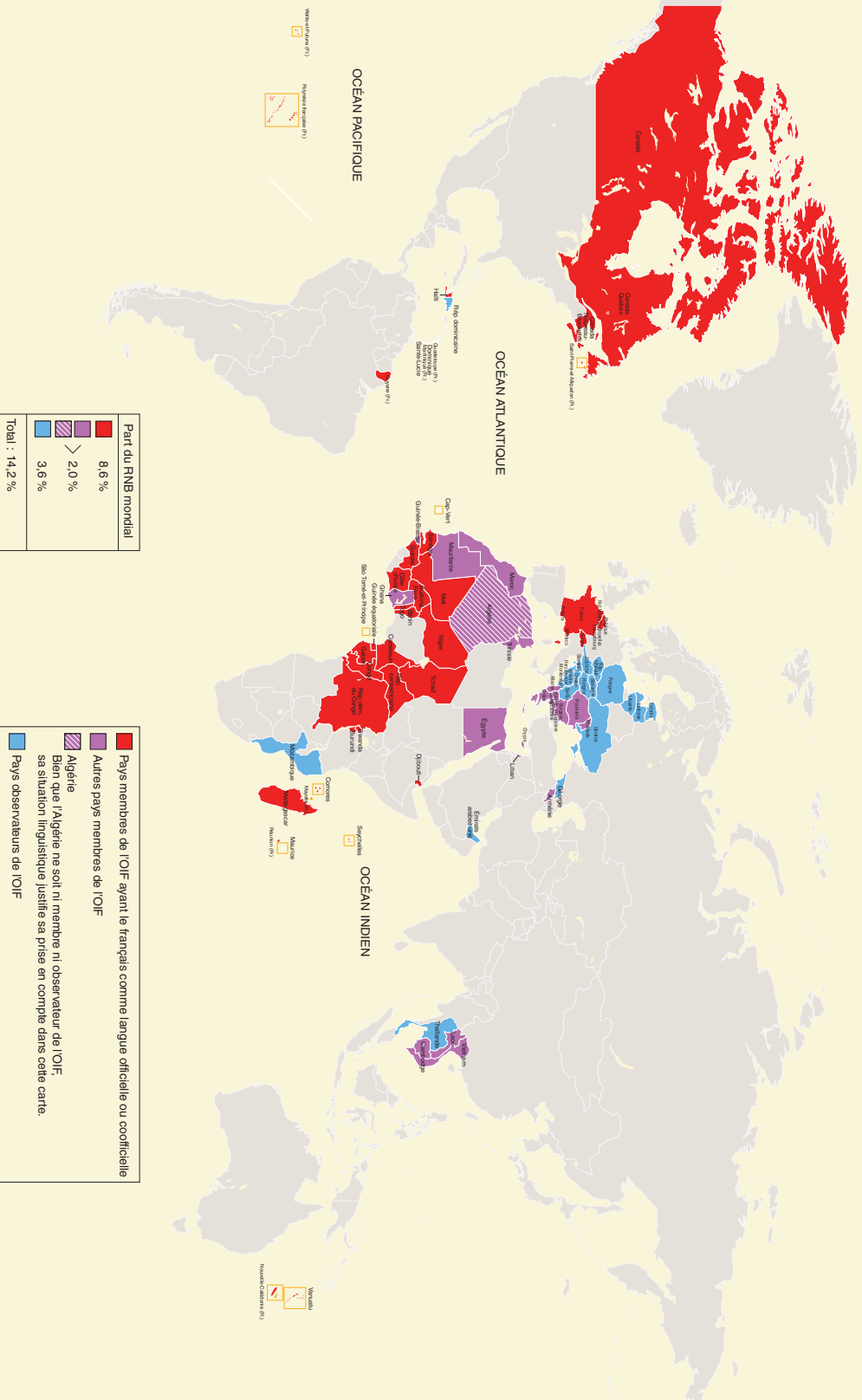
Catégories	Total des RNB en milliards de dollars US	Part du RNB mondial	RNB PPA (parité de pouvoir d'achat) en milliards de dollars US	Part du RNB PPA mondial
Pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle ❶	5 410,4	8,6 %	4 703,6	6,2 %
Pays membres de la Francophonie ❷	6 675,4	10,6 %	6 984,6	9,2 %
Pays membres et observateurs de la Francophonie ❸	8 920,1	14,2 %	10 010	13,1 %
<b>Valeur mondiale</b>	<b>62 959,5</b>	<b>100 %</b>	<b>76 253,6</b>	<b>100 %</b>

<sup>5</sup> Bien que l'Algérie ne soit ni membre ni observateur de l'OIF, sa situation linguistique justifie sa prise en compte dans cette catégorie.

<sup>6</sup> Sources : Banque mondiale et FMI (sites Web).



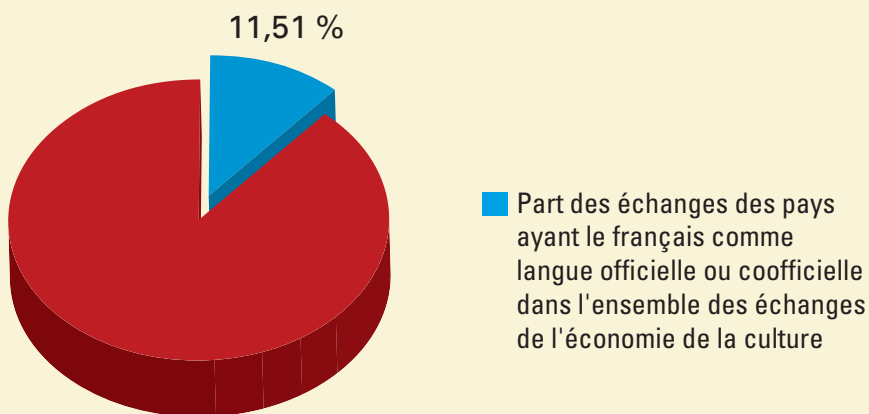
# La Francophonie et son poids économique



## La culture en français, une source de revenus<sup>7</sup>

### A. Dans le monde<sup>8</sup>

Poids des pays ayant le français **comme langue officielle ou coofficielle** dans l'ensemble de l'économie de la culture (2008)  
(valeur mondiale : 2 623,6 G\$ US)



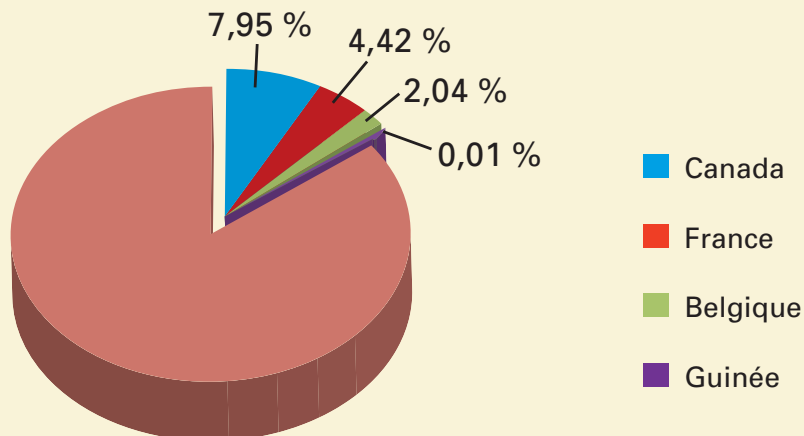
Dans le monde, le poids des francophones en matière d'échanges culturels est deux fois plus élevé que leur poids démographique (5,5 % de la population mondiale).

<sup>7</sup> Par souci d'uniformité, les différentes valeurs monétaires sont présentées en dollars américains (\$ US). La lettre majuscule *M* (ex. 2 M\$ US) correspond à *méga-* qui signifie « million ». La lettre majuscule *G* (ex. 2 G\$ US) correspond à *giga-* qui signifie « milliard ».

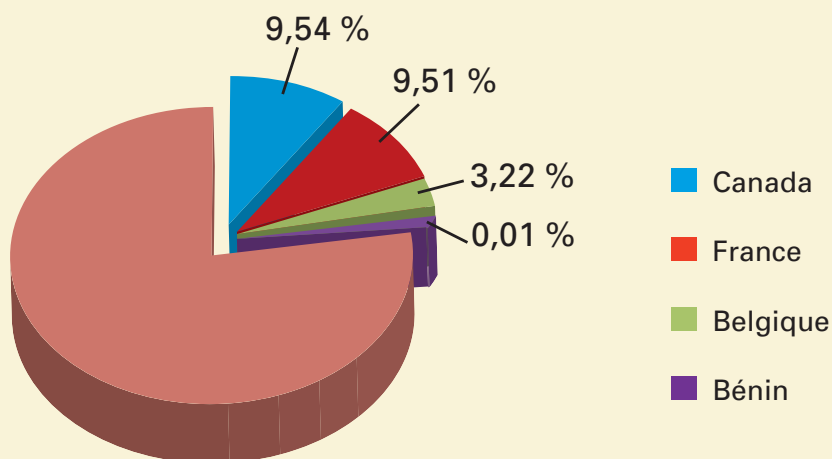
<sup>8</sup> Source : CNUCED (UNCTAD), Creative Economy Report 2010. Statistiques datant de 2008.

Poids des **pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle** dans le marché du contenu audiovisuel et des services associés<sup>9</sup> (2008)

Part des **pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle** dans les exportations mondiales de contenu audiovisuel et de services associés (14,43 %)



Part des **pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle** dans les importations mondiales de contenu audiovisuel et de services associés (22,29 %)



<sup>9</sup> Le contenu audiovisuel et les services associés, tels que définis par la CNUCED, englobent les services rattachés à la production, la postproduction et la diffusion d'émissions de radio, d'émissions de télévision et de films.



## B. Quelques données de la Francophonie

### AU QUÉBEC

#### Statistiques sur la langue des activités culturelles<sup>10</sup> (2006-2011)

Les entrées aux projections cinématographiques en français ont généré des revenus de billetterie de 127,6 M\$ CA (129,0 M\$ US) en 2011, soit 72 % de l'ensemble des revenus de billetterie.

En 2010-2011, les 37 longs métrages en français produits au Québec pour le marché des salles représentaient un coût total de production de 169,0 M\$ CA (170,9 M\$ US).

En 2010, les recettes des distributeurs québécois provenant de la distribution de films en français représentaient 78,3 % (42,6 M\$ CA [41,4 M\$ US]) de l'ensemble de leurs recettes (54,4 M\$ CA [52,8 M\$ US]).

Les entrées aux spectacles payants de chanson francophone ont généré des revenus de billetterie de 23,6 M\$ CA (22,9 M\$ US) en 2010.

Depuis 2006, les albums de musique enregistrée en français ont toujours occupé une part majoritaire de l'ensemble des albums québécois vendus.

La valeur des ventes d'albums numériques en français pour l'année 2011 était de 3,0 M\$ CA (2,8 M\$ US), soit 5 fois plus qu'en 2008 (0,6 M\$ CA [0,56 M\$ US]).

En 2010, la part des titres de livres publiés en langue française (8 466) représentait 88,5 % de l'ensemble des titres publiés au Québec.

En 2010, l'industrie de la télévision spécialisée et de la télévision payante a généré des bénéfices nets avant impôts de 145,7 M\$ CA (141,5 M\$ US).

---

<sup>10</sup> Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



## EN FRANCE

### Production, devis et recettes des produits culturels (2011-2012)

Le secteur de la culture générait plus d'un demi-million d'emplois en France en 2007<sup>11</sup>.

L'année dernière, 272 films<sup>12</sup> ont été produits avec un soutien financier du secteur public contre 203 en 2010 et 182 en 1999. De ces 272 films, 207 sont des productions dites « d'initiative française ».

Les investissements totaux dans les films d'initiative française s'élevaient à 1,4 G\$ US en 2011. Le devis moyen des films d'initiative française était alors de 6,9 M\$ US.

En 2010, la part de marché des films français s'élevait à 35,5 %<sup>13</sup> des entrées en salles en France (73,4 millions d'entrées). En 2009, la part de marché du cinéma français était de 12,7 % en Belgique et de 7,8 % en Suisse<sup>14</sup>.

Près de 20 % des titres diffusés sur les radios musicales en 2010 étaient des titres francophones.

En 2010, 79 300 titres de livres ont été édités et 632 millions d'exemplaires ont été produits par 350 maisons d'édition.

Le chiffre d'affaires du marché de l'édition, qui inclut les recettes provenant des ventes de livres et des cessions de droits, s'élevait à 3,6 G\$ US pour 2010.

On comptait environ 5,3 millions d'entrées au théâtre en France pour la saison 2009-2010 (théâtres et scènes nationales de France et théâtres privés de Paris).

Les recettes des théâtres nationaux français et des théâtres privés de Paris, en 2010, s'élevaient à 166,4 M\$ US<sup>15</sup>.

Le total des rémunérations perçues pour droits d'auteur et droits voisins<sup>16</sup> était de 1,9 G\$ US en 2010.

---

<sup>11</sup> Source : Ministère de la Culture et de la Communication.

<sup>12</sup> CNC, La production cinématographique en 2011, <http://www.cnc.fr/web/fr/etudes/-/ressources/1567924>, consultée le 23 mai 2012.

<sup>13</sup> Ibid., données provisoires.

<sup>14</sup> Source : Observatoire européen de l'audiovisuel, *Annuaire 2010*, volume 3, p. 55-60.

<sup>15</sup> Ce chiffre est la somme des recettes des théâtres privés pour 2010 et des ressources propres des théâtres nationaux pour 2010 (soit 28 % de 96,5 M€).

<sup>16</sup> La notion de droits voisins inclut les copies privées audio, la « rémunération équitable » et les copies privées sonores.



## AU BURKINA FASO

### L'économie des industries culturelles<sup>17</sup> (2008-2009)

Le nombre d'emplois générés par le secteur de la culture, qui comprend l'édition, la musique, l'audiovisuel et les événements culturels, est estimé à au moins 1 271 emplois à temps plein. Les revenus du secteur de la culture sont estimés à 6,8 M\$ US.

On estime que le marché de l'audiovisuel génère au moins 778 emplois et 1,4 M\$ US.

## EN CÔTE D'IVOIRE

### L'économie des industries culturelles<sup>18</sup> (2008-2009)

Le nombre d'emplois à temps plein généré par les industries culturelles de la Côte d'Ivoire est estimé à au moins 3 655.

Les entreprises qui évoluent dans le secteur de la culture sont des microentreprises. Leur chiffre d'affaires oscille entre 8 400 et 550 000 \$ US.

On estime que le marché du livre et de l'édition génère 1 300 emplois et 57,6 M\$ US.

## AU SÉNÉGAL

### L'économie des industries culturelles<sup>19</sup> (2008-2009)

On estime que les industries culturelles sénégalaises génèrent environ 2 455 emplois et 27,3 M\$ US.

En 2007, la valeur de l'exportation des livres s'est élevée à 2,5 M\$ US. Ce montant connaît une croissance annuelle moyenne de 26 % depuis 2003<sup>20</sup>. Le Sénégal est donc le plus gros exportateur de livres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Le chiffre d'affaires du secteur de l'audiovisuel est estimé à 32,8 M\$ US. Un tiers de ce chiffre d'affaires provient de la production télévisuelle.

Il existe 7 chaînes de télévision au Sénégal, dont une chaîne publique, et 27 radios privées.

Le marché de la production musicale, très dynamique, a beaucoup de potentiel, comme en témoigne la diffusion internationale de la musique sénégalaise. Officiellement, il génère environ 660 emplois et 1 M\$ US, bien que l'on sache que la part d'œuvres piratées qui circulent sur le marché est importante. Dans les faits, le marché est en grande partie composé de microentreprises (81 %).

---

<sup>17</sup> Source : Organisation internationale de la Francophonie, *Profil culturel des pays du Sud membres de la Francophonie : un aperçu de trois pays de l'UEMOA*, 2011.

<sup>18</sup> Ibid.

<sup>19</sup> Ibid.


<sup>20</sup> Calcul réalisé à partir des données de la base United Nations Comtrade database, DESA/UNSD.



## 2. LE FRANÇAIS ET LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

### L'atout langue française

- Grâce aux forums francophones pour l'emploi organisés à Bucarest ou à Hanoï à l'initiative de l'Agence universitaire de la Francophonie, plusieurs centaines de jeunes francophones peuvent présenter chaque année leur candidature aux entreprises réunies pour l'occasion.
- Au Liban, une enquête menée auprès de 91 entreprises (dont 53 % de droit libanais) révèle que, pour 43 % d'entre elles, plus de la moitié des salariés sont francophones et que 49 % des recruteurs demandent « toujours » ou « souvent » au candidat de parler français (École supérieure des affaires de Beyrouth – Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), 2012).
- Au Québec en 2012, 85,2 % des entreprises de 50 employés ou plus (5 211 entreprises) ont généralisé l'utilisation du français. Plus que jamais, la maîtrise de la langue française est une condition incontournable d'embauche et de promotion dans les milieux de travail au Québec (Office québécois de la langue française, 2012).
- Les enquêtes démontrent que pour les entreprises françaises exportatrices, le fait de parler français constitue un avantage concurrentiel « fort ou crucial » vis-à-vis des clients francophones (Observatoire de la formation, de l'emploi et des métiers – CCIP, 2003).
- Les taux d'augmentation des revenus de travail d'une personne maîtrisant parfaitement la langue française en Suisse alémanique et italophone se situent entre +15 % et +26 % (F. Grin, 2005).
- À Abidjan, Bamako, Dakar, Douala, Kinshasa et Libreville, entre 66 % et 98 % des personnes interrogées estiment que le français est « important » ou « indispensable » pour faire des études supérieures, réaliser des démarches administratives, s'informer dans les médias, obtenir un travail et « réussir sa vie » (sondages réalisés entre 2008 et 2010 par la TNS-Sofres).
- À Bruxelles, le français est incontournable dans un contexte de bilinguisme officiel, de présence d'entreprises internationales, de proximité des marchés francophones et de prédominance du secteur tertiaire. Plus de 90 % des entreprises utilisent le français (Luk VAN MENDEL, 2007).



Le projet Bonnes pratiques linguistiques en entreprise, réalisé conjointement en France par la DGLFLF et au Québec par l'OQLF, a précisément pour objectif de mettre en évidence des initiatives qui ont permis la pratique du français et de la diversité linguistique face à la globalisation linguistique au travail. Les entreprises qui ont accepté de collaborer en France évoluent dans des domaines comme la banque, l'hôtellerie, l'énergie, la communication, les industries du luxe et du cosmétique, l'électronique, l'assurance, domaines dans lesquels le français est encore très présent, mais où son avenir dépend d'une gestion appropriée des pratiques linguistiques. Des exemples ont parallèlement été relevés au Québec. Le projet est dans sa phase finale de réalisation, et sera présenté sous forme d'un Guide des bonnes pratiques linguistiques en entreprise lors du colloque OPALE (Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques), qui se tiendra au Québec, au début d'octobre 2012.

## Le français comme langue professionnelle

### Données sur la demande de français professionnel dans les Alliances françaises, dans quatre pays hors de la Francophonie<sup>21</sup> (2011)

#### EN INDE

Selon les informations récoltées par l'ambassade de France en Inde, 70 % des apprenants au sein des Alliances françaises viennent « étoffer leur curriculum vitae » avec l'apprentissage du français.

La décision d'apprendre le français est le plus souvent prise à titre personnel, et non à la demande des entreprises, hormis à Bombay, où des employés sont incités à acquérir des compétences en français sans prise en charge.

En moyenne, 20 % des apprenants de français souhaitent intégrer éventuellement les rangs d'une entreprise francophone en Inde ou poursuivre des études en France. Il est à noter qu'en 2011, d'après Ernst and Young, la France était le second investisseur en Inde, après les États-Unis, avec de très grands projets (Michelin, Renault, Dassault, l'Oréal par exemple).

Parmi les personnes qui apprennent le français pour des raisons professionnelles, 75 % de celles qui sont inscrites dans les Alliances françaises de Gujarat et du Penjab ont le projet de migrer vers le Québec.

Parmi les cours en entreprise donnés par les Alliances françaises, 35 % le sont dans des entreprises francophones.

---

<sup>21</sup> Source : Ministère des Affaires étrangères et européennes.





## EN INDONÉSIE

En 2011, 19,7 % des inscrits à l'Institut français et aux Alliances françaises (1 357 personnes) apprenaient le français pour des raisons professionnelles. Dans 75 % des cas, ils avaient pour projet de travailler en France. Ce chiffre représente une légère hausse par rapport à 2010 (18,2 %).

Des 1 357 inscrits, 22 % apprenaient le français à la demande de leur entreprise. Parmi ces entreprises, 20 % appartenaient au secteur privé et 2 % au secteur public. La part des demandes provenant de particuliers était donc de 78 %.

Parmi les cours de français en entreprise, 86 % étaient donnés dans des entreprises étrangères et 14 %, dans des entreprises francophones.

## EN TANZANIE

En moyenne, 26 % des inscrits aux Alliances françaises de Dar es salaam et d'Arusha (479 personnes) apprennent le français pour des raisons professionnelles.

De ces 479 personnes, 55 % travaillent dans une entreprise privée et 45 %, dans une entreprise publique.

Toujours parmi ces inscrits, 34 % choisissent d'apprendre le français pour travailler avec des pays africains, seulement 6 % pour travailler avec la France et 60 % pour travailler avec le Québec, ou encore, avec d'autres zones francophones. Beaucoup d'apprenants de l'Alliance française d'Arusha suivent également des cours de français pour travailler avec la Suisse.

De tous les cours de français en entreprise privée, 94 % sont donnés dans des entreprises non francophones et 6 %, dans des entreprises francophones. La plupart des inscrits à l'Alliance française d'Arusha proviennent d'organisations internationales ou d'entreprises non francophones ayant un nombre important de clients francophones.

## EN CHINE

Dans les Alliances françaises de Chine, le pourcentage d'inscrits qui apprennent le français pour des raisons professionnelles varie énormément : entre 8 % et 36 %. L'échantillon le plus significatif est celui de l'Alliance française de Canton, où ce pourcentage s'élève à 25 %.

En moyenne, entre 0 % et 2 % des inscrits apprennent le français à la demande de leur entreprise. Les Alliances françaises de Pékin (10 %), Canton (5 %) et Wuhan (5 %) concentrent le plus de demandes de ce type.

Entre 20 % et 22 % des inscrits aux Alliances françaises de Chine apprennent le français pour des raisons professionnelles dans le but de travailler avec le Québec et 4 %, pour travailler avec la France.



## Faire des affaires en français

L'étude de l'association Action pour promouvoir le français des affaires (APFA)<sup>22</sup>, menée en 1997 et actualisée en 2000, interrogeait les entreprises françaises implantées à l'étranger (groupe A dans des pays dont la langue la plus utilisée est le français, groupe B dans des pays où la langue la plus utilisée est l'anglais et groupe C dans des pays où la langue la plus utilisée n'est ni le français, ni l'anglais). On en a tiré les conclusions suivantes.

Dans 36 % des cas, les entreprises françaises emploient la langue française à l'étranger (80 % pour le groupe A et 8 % pour le groupe B), notamment lorsqu'elles sont en position d'achat, ce qui est particulièrement vrai pour les entreprises du groupe C.

De plus, la moitié des entreprises françaises étudiées (52,5 %) emploient la langue du pays d'accueil et 41 % d'entre elles rédigent les contrats commerciaux en français et dans la langue du pays d'accueil (mais seulement 20 % pour le groupe B). L'emploi de la langue du pays d'accueil est d'ailleurs considéré comme un élément favorable à la pérennité des actions commerciales pour 89 % des entreprises.

Enfin, dans 42 % des pays de l'échantillon, il existe un enseignement du français des affaires (66 % pour le groupe A et 22 % pour le groupe B), avec une moyenne de 3 300 élèves.

## Quelques initiatives francophones

Les Rencontres internationales de la Francophonie économique (RIFE) (2008 et 2012) permettent à plusieurs centaines d'opérateurs économiques francophones d'organiser le renforcement des liens d'affaires entre francophones. Elles sont l'occasion d'exprimer l'intérêt économique du français, langue de l'entrepreneuriat, de l'harmonisation juridique et fiscale, de la propriété intellectuelle, des investissements internationaux, etc.

De son côté, le Forum francophone des affaires (FFA) constitue, depuis 1987, un réseau regroupant des entreprises issues des pays membres et observateurs de la Francophonie.

---

<sup>22</sup> Source : Site de l'APFA, [www.apfa.asso.fr](http://www.apfa.asso.fr)


## Vous pouvez le dire en français!

Présenté comme plus rapide, plus clair ou plus simple, le mot anglais n'est en fait souvent utilisé que par mimétisme ou méconnaissance, alors que des équivalents recommandés en français existent.

>	action de groupe	au lieu de	<i>class action</i>
>	aide en ligne	au lieu de	<i>hot-line</i>
>	bas prix ou bas coût	au lieu de	<i>low cost</i>
>	(boutique) hors taxe	au lieu de	<i>duty free (shop)</i>
>	capital-risque	au lieu de	<i>venture capital</i>
>	coentreprise	au lieu de	<i>joint venture</i>
>	courriel	au lieu de	<i>e-mail</i>
>	flexisécurité	au lieu de	<i>flexicurity, flexsecurity</i>
>	fonds spéculatif	au lieu de	<i>hedge fund</i>
>	gestion du savoir	au lieu de	<i>knowledge management</i>
>	mentor	au lieu de	<i>coach</i>
>	option de sortie	au lieu de	<i>opting out</i>
>	plan d'affaires, plan de développement	au lieu de	<i>business plan</i>
>	plan d'option sur titres	au lieu de	<i>stock option plan</i>
>	profilage	au lieu de	<i>profiling</i>
>	rotation	au lieu de	<i>turnover</i>
>	seuil de rentabilité	au lieu de	<i>break-even point</i>
>	valeur actionnariale	au lieu de	<i>shareholder value</i>
>	vente directe	au lieu de	<i>direct marketing</i>
>	voyagiste	au lieu de	<i>tour operator</i>

Sources : *Journal officiel – FranceTerme, Le grand dictionnaire terminologique – OQLF, Journal officiel – Service de la langue française de la communauté française de Belgique.*

En outre, l'Office québécois de la langue française a créé, au fil des ans, plusieurs lexiques et vocabulaires spécifiques pour répondre aux besoins précis de grands partenaires dans des domaines spécialisés. Toutes ces terminologies, publiées en version papier – dont le dernier-né : le *Vocabulaire de la création d'entreprise par essaimage* (en collaboration avec HEC Montréal) –, sont également interrogeables en ligne dans *Le grand dictionnaire terminologique*.



Le Réseau des associations professionnelles francophones (RAPF) a vu le jour en 2011 avec la Charte des associations professionnelles francophones, élaborée sous l'égide de l'OIF. Regroupés au sein du réseau, notaires, géomètres, experts-comptables et commissaires aux comptes, normalisateurs et qualitatifs, ingénieurs et scientifiques, technologues biomédicaux, infirmiers, physiothérapeutes, fonctionnaires internationaux et spécialistes du management de projet, notamment, pourront traiter en commun les enjeux et défis liés à la promotion de la langue française dans ses usages professionnels, techniques, scientifiques, économiques ou financiers.

Le RAPF compte contribuer à la diffusion à grande échelle d'une tradition, d'une culture et de systèmes professionnels francophones qui ont montré leur efficacité, et favoriser les échanges et la coopération internationale.


### Apprendre un métier en français

La formation professionnelle et technique (FPT), maillon entre l'éducation de base et la vie active, est un outil privilégié pour accompagner la croissance économique des pays du Sud comme du Nord. Elle constitue donc un enjeu important pour les pays francophones en développement. L'OIF a constitué un réseau d'experts et d'acteurs de la formation professionnelle et technique qui contribue à résoudre les problématiques très concrètes des ministères nationaux responsables de la FPT. Elle déploie plusieurs volets pédagogiques orientés vers l'emploi (approche par les programmes, approche par les compétences, appui à la filière du tourisme et de l'hôtellerie). Avec ses publications en français, l'OIF, forte de son expertise en matière de FPT, apporte une réponse adaptée au contexte de chaque pays dans un secteur concret et utile<sup>23</sup>.

- Comores, Seychelles, Maurice : Entre 2004 et 2011, 55 formations techniques ont été données à 300 cadres, chefs de centres et formateurs d'enseignants dans divers domaines associés à la FPT. Grâce à cette initiative, les formations professionnelles sont désormais plus en accord avec les besoins des employeurs, ce qui permet d'assurer une meilleure insertion des jeunes.
- Au Mali : Après 18 mois de suivi et d'appui, la politique sectorielle décennale pour la FPT a été rédigée et approuvée par le Parlement en 2010. D'ici 2015, cette politique prendra en charge 60 % des jeunes ayant terminé les cycles de l'éducation de base (6-14/15 ans) et des jeunes déscolarisés.
- Depuis 2009, 17 ministères responsables de la FPT dans les pays du sud ont fait l'objet d'un appui.

---

<sup>23</sup> Source : Organisation internationale de la Francophonie, 2012.



L'association Action pour promouvoir le français des affaires (APFA), créée en 1984, organise l'épreuve internationale des Mots d'Or<sup>24</sup>, qui a pour but de favoriser l'apprentissage d'un métier en français. Depuis 1988, parmi 600 000 participants, principalement des étudiants en gestion ou en économie, l'épreuve a récompensé 75 000 lauréats dans 54 pays, territoires et académies. Elle vise à *développer le goût d'entreprendre* en incitant les participants à exprimer leur projet d'entreprise en français, et à *saluer dans ce cadre la connaissance des néologismes recommandés en français* et dans la langue maternelle du participant.

## Acquérir une formation universitaire en français

### L'Agence universitaire de la Francophonie

L'Agence universitaire de la Francophonie, qui compte 784 établissements membres dans 98 pays, est l'une des plus grandes associations d'universités au monde. Elle rassemble des institutions d'enseignement supérieur et de recherche des cinq continents qui utilisent le français comme langue d'enseignement et de recherche.

### L'AUF en 2011<sup>25</sup> :

- 2 856 bourses attribuées aux étudiants, enseignants et chercheurs, dont 2 014 bourses de mobilité et 842 allocations locales.
- 99 projets de coopération scientifique interuniversitaire soutenus, mettant à contribution 375 institutions d'enseignement supérieur et de recherche.
- 92 doctorants encadrés pour le projet Horizons francophones en Afrique de l'Ouest, au Maghreb et dans l'Océan Indien.
- 6 013 étudiants inscrits dans les 85 filières universitaires francophones de formation soutenues par l'AUF.
- 246 étudiants formés dans les 5 instituts internationaux de la Francophonie (Bulgarie, Haïti, Laos, Maurice, Vietnam).
- 20 213 bénéficiaires de formations aux technologies de l'information et de la communication proposées par les 44 campus numériques francophones.
- 1 266 étudiants formés dans le cadre des 72 formations ouvertes et à distance soutenues par l'AUF pour l'année universitaire 2010-2011.
- 5 946 étudiants et 419 enseignants bénéficiaires de cours de mise à niveau en français.
- 8 500 exemplaires du bulletin d'information *Le français à l'université* diffusés dans 150 pays.
- 19 497 documents primaires (articles et thèses) diffusés; 13 ouvrages édités.

---

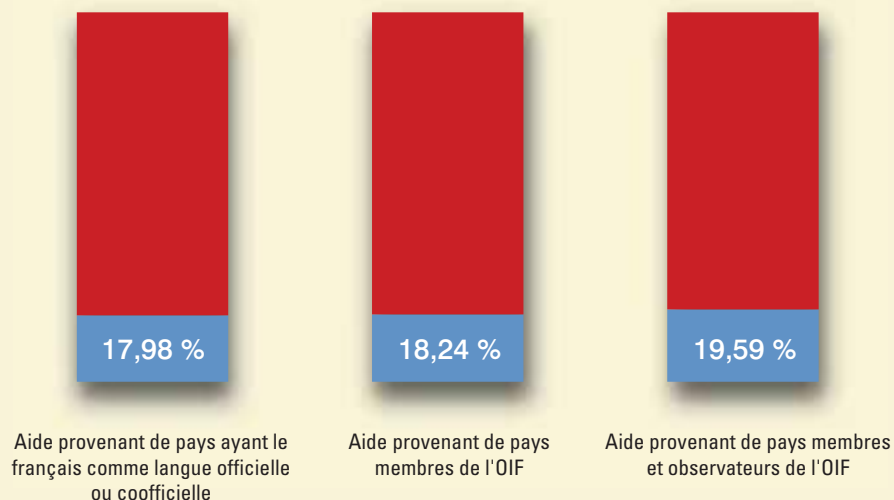
<sup>24</sup> Source : Site de l'APFA, [www.apfa.asso.fr](http://www.apfa.asso.fr)

<sup>25</sup> Source : <http://www.auf.org/auf/en-bref/chiffres-2011/>

### 3. UN ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE

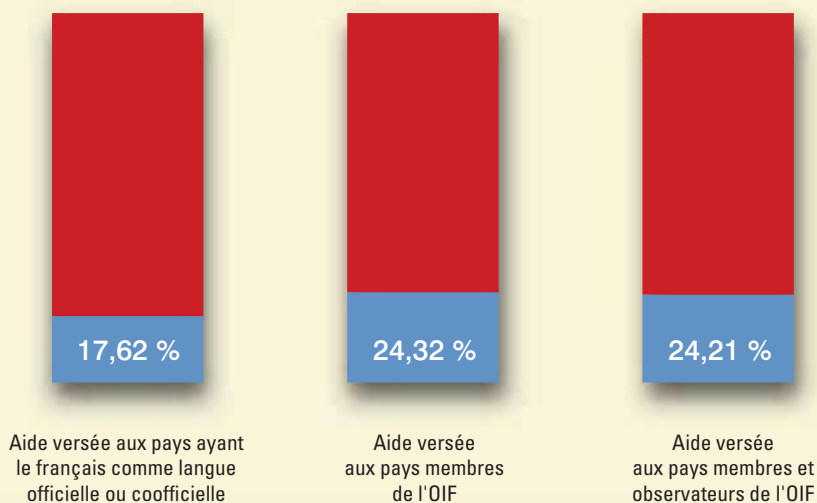
#### A. L'aide publique au développement<sup>26</sup> (2009)

Attribution de l'aide publique au développement versée aux  
pays membres et observateurs de l'OIF (valeur totale : 33,1 G\$ US)



<sup>26</sup> Source : Aide publique au développement, Query Wizard for International Development Statistics, OCDE (base de données en ligne), consultée le 9 mars 2012. URL : <http://stats.oecd.org/qwids/>

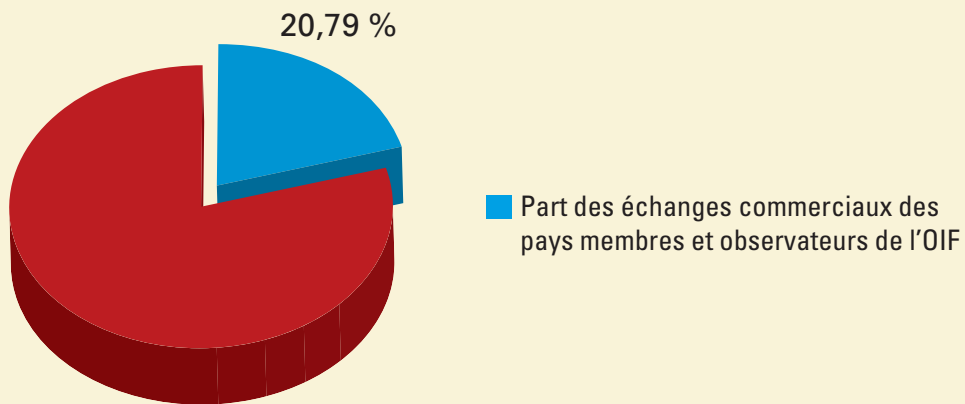
Aide publique au développement versée aux pays membres et observateurs de l'OIF par les **pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle** (aide totale versée : 23,8 G\$ US)



Les pourcentages relevés par les graphiques laissent supposer que l'appartenance à la Francophonie et le français comme langue en partage sont des facteurs de solidarité plus marqués. La Belgique verse notamment 31 % du montant qu'elle destine à l'aide publique au développement aux pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle. Elle verse 37,4 % de ce même montant aux membres et observateurs de la Francophonie. Le Luxembourg attribue, pour sa part, 32,2 % de l'aide publique au développement qu'il octroie aux membres et observateurs de la Francophonie, et la France en attribue 25,7 %. Les liens historiques qui unissent toujours certains pays européens et certains pays d'Afrique sont à prendre en compte dans l'analyse de ces résultats.

## B. Les échanges commerciaux<sup>27</sup> (2010)

Part des échanges commerciaux des **pays membres et observateurs de l'OIF** dans les échanges mondiaux (valeur mondiale totale : 30 222,6 G\$ US)



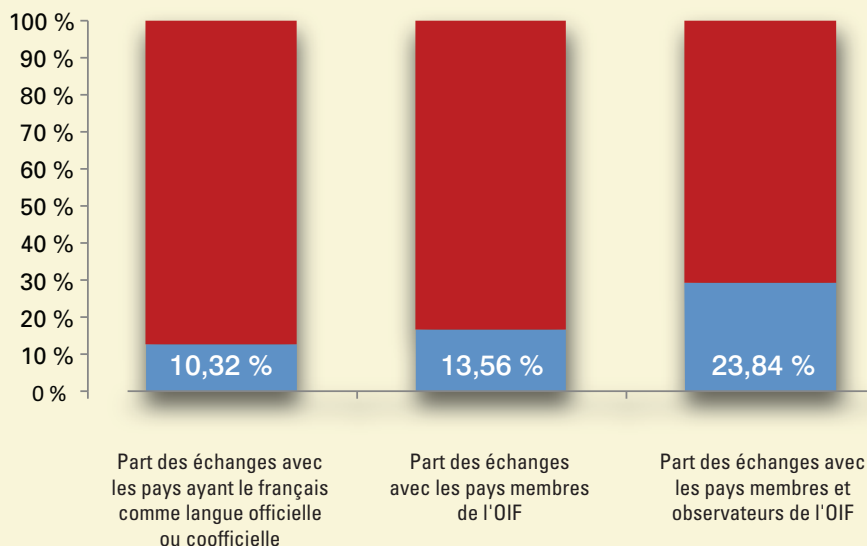
### Échanges commerciaux entre les **pays membres et observateurs de la Francophonie** :

- Valeur des échanges commerciaux avec les pays ayant le français comme langue officielle ou coofficielle : 648,3 G\$ US
- Valeur des échanges commerciaux avec les pays membres de la Francophonie : 852,4 G\$ US
- Valeur des échanges commerciaux avec les pays membres et observateurs de la Francophonie : 1 498,5 G\$ US

<sup>27</sup> Source : Fonds monétaire international, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2011*.



## Échanges commerciaux des **pays membres et observateurs de l'OIF** (valeur totale : 6 284,6 G\$ US)



Les dynamiques historiques et territoriales qui lient les pays membres de la Francophonie sont à prendre en compte dans l'interprétation des résultats que révèlent les graphiques ci-dessus.

Voici le profil de trois pays de l'OIF qui réalisent une grande part de leurs échanges commerciaux avec d'autres **pays membres de la Francophonie**<sup>28</sup>.

### BURKINA FASO

Le Burkina Faso est le pays de l'OIF qui réalise la plus grande part de ses échanges commerciaux avec les membres de la Francophonie (hors observateurs), soit 55,3 %.

Les principaux partenaires commerciaux du Burkina Faso dans la Francophonie sont la Côte d'Ivoire, avec laquelle le pays réalise 20,2 % de ses échanges commerciaux, la France (12,7 %), la Belgique (5,3 %) et le Ghana (4,6 %). Le principal partenaire commercial du pays hors de la Francophonie est la Chine (6,1 %).

L'aide publique au développement attribuée au Burkina Faso versée par des pays membres et observateurs de la Francophonie représente 15,4 %.

<sup>28</sup> Source : Observatoire de la langue française, 2012. Données de 2009 et 2010.



## MALI

Le Mali arrive au troisième rang parmi les pays réalisant la plus grande part de leurs échanges commerciaux avec d'autres membres de la Francophonie, soit 41,1 %.

Les principaux partenaires commerciaux du Mali dans la Francophonie sont le Sénégal, avec lequel le pays réalise 14 % de ses échanges commerciaux, la France (9,8 %) et la Côte d'Ivoire (9,7 %). Le principal partenaire commercial du pays hors de la Francophonie est la Chine (8,2 %).

L'aide publique au développement attribuée au Mali versée par des pays membres et observateurs de la Francophonie représente 20,7 %.

## TUNISIE

La Tunisie arrive au sixième rang parmi les pays réalisant la plus grande part de leurs échanges commerciaux avec d'autres membres de la Francophonie, soit 32,6 %.

Les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie dans la Francophonie sont la France, avec laquelle le pays réalise 23,28 % de ses échanges commerciaux, et la Belgique (2,62 %). L'Algérie, non membre de la Francophonie mais marquée par une forte présence de la langue française, est également un important partenaire commercial du pays (2,41 %). Le principal partenaire commercial du pays hors de la Francophonie est l'Italie (19,54 %).

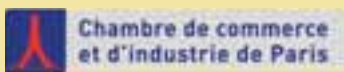
L'aide publique au développement attribuée à la Tunisie versée par des pays membres de la Francophonie représente 22,5 %.

## EN TERMINANT...

Les faits saillants présentés dans ce document illustrent de façon succincte l'impact économique du français dans les secteurs d'activité liés à la culture, au travail et aux échanges internationaux.

En encourageant l'utilisation du français dans ces diverses activités essentielles à leur vie économique, les États et les gouvernements membres de la Francophonie assureront son rayonnement en tant que grande langue de communication internationale.





- Conseil supérieur de la langue française
- Office québécois de la langue française
- Secrétariat à la politique linguistique



Délégation à la langue française

